

# TUÉE PAR L'IMPUNITÉ:

BERTA CÁCERES ET LE PROJET D'AGUA ZARCA



DÉFENSEURS DES  
DROITS HUMAINS  
D'ATI

MARS | 2019

L'URGENTE NÉCESSITÉ D'UNE LEGISLATION CONTRAIGNANTE  
SUR LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES ET LES DROITS HUMAINS



**Les Amis  
de la Terre  
International**

*Mobiliser Réviser Transformer*

---

# TUÉE PAR L'IMPUNITÉ:

BERTA CÁCERES ET LE PROJET  
D'AGUA ZARCA

---

amis de la terre international  
MARS | 2019

---

**LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES AMIS DE LA TERRE** EST LE PLUS GRAND RÉSEAU ENVIRONNEMENTAL DU MONDE, RÉUNISSANT 73 GROUPES MEMBRES NATIONAUX ET ENVIRON 5.000 GROUPES MILITANTS LOCAUX SUR TOUS LES CONTINENTS. AVEC PLUS DE 2 MILLIONS DE MEMBRES ET DE SYMPATHISANTS DANS LE MONDE, NOUS FAISONS CAMPAGNE SUR LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES LES PLUS URGENTES DU MOMENT. NOUS REMETTONS EN QUESTION LE MODÈLE ACTUEL DE MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE ET DES ENTREPRISES, ET NOUS PROMOUVONS DES SOLUTIONS QUI CONTRIBUERONT À CRÉER DES SOCIÉTÉS ÉCOLOGIQUEMENT DURABLES ET SOCIALEMENT JUSTES.

**NOTRE VISION** EST CELLE D'UN MONDE PACIFIQUE ET DURABLE BASÉ SUR DES SOCIÉTÉS VIVANT EN HARMONIE AVEC LA NATURE. NOUS ENVISAGEONS UNE SOCIÉTÉ DE PERSONNES INTERDÉPENDANTES VIVANT DANS LA DIGNITÉ, L'INTÉGRITÉ ET L'ÉPANOUISSEMENT DANS LAQUELLE L'ÉQUITÉ ET LES DROITS HUMAINS ET DES PEUPLES SONT RÉALISÉS. CE SERA UNE SOCIÉTÉ FONDÉE SUR LA SOUVERAINETÉ ET LA PARTICIPATION DES PEUPLES. ELLE SERA FONDÉE SUR LA JUSTICE SOCIALE, ÉCONOMIQUE, DE GENRE ET ENVIRONNEMENTALE ET SERA EXEMPTÉ DE TOUTE FORME DE DOMINATION ET D'EXPLOITATION, COMME LE NÉOLIBÉRALISME, LA MONDIALISATION DES ENTREPRISES, LE NÉOCOLONIALISME ET LE MILITARISME. NOUS CROYONS QUE L'AVENIR DE NOS ENFANTS SERA MEILLEUR GRÂCE AUX ACTIONS QUE NOUS MENONS.

---

**Auteure principale:** Sophie Colsell. **Relectrice:** Ike Teuling. **Remerciements:** Paul De Clerck, Sam Cossar-Gilbert.

**Conception:** [www.onehemisphere.se](http://www.onehemisphere.se). **Images:** Avec l'aimable autorisation du Prix Goldman pour l'environnement. [www.goldmanprize.org](http://www.goldmanprize.org).



Amis de la Terre International remercie le programme LIFE de la Commission Européenne et la Direction générale de la coopération internationale du Ministère hollandais des affaires étrangères (DGIS) pour leur soutien financier. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité d'Amis de la Terre International et ne peut être considéré comme reflétant la position des bailleurs susmentionnés.

[www.foei.org/fr](http://www.foei.org/fr)

*mobiliser résister transformer*

**les amis de la terre international**  
Secrétariat  
P.O.Box 19199, 1000 GD Amsterdam  
les Pays-Bas

tel: +31 (0)20 6221369  
info@foei.org  
**Suivez-nous sur :** [twitter.com/FoEint/](https://twitter.com/FoEint/)  
[www.facebook.com/foeint](https://www.facebook.com/foeint)



## AVANT-PROPOS



Berta Cáceres.  
© Goldman Environmental Prize

**« Je ne peux pas circuler librement sur mes propres terres ni me baigner dans le fleuve sacré, et je vis séparé de mes enfants à cause des menaces. Je ne peux pas vivre en paix, j'ai toujours cette peur d'être tué ou kidnappé. Mais je refuse l'exil. Je me bats pour les droits humains et je n'abandonnerai pas ce combat ».**<sup>1</sup>

Berta Cáceres, assassinée chez elle par des tueurs à gage le 2 mars 2016 en représailles de son travail de défense des territoires et des droits humains de son peuple.

Berta Cáceres a été tuée pour avoir protesté contre le barrage hydroélectrique d'Agua Zarca qui menaçait un fleuve considéré comme sacré par son peuple. La communauté locale a subi des années d'intimidations et de répression militaire durant lesquelles cinq personnes ont été assassinées. Il s'est avéré que l'entreprise de construction du barrage était directement impliquée dans ces meurtres.

Plusieurs institutions internationales ont financé ce projet, dont deux bailleurs européens: l'Institution de financement du développement hollandaise (FMO) et l'Institution de financement du développement finlandaise (Finnfund). Lorsqu'ils ont été informés des violations des droits humains liées à la construction du barrage au sein des communautés locales, ils ont fait la sourde oreille et n'ont aucunement remis en question leur participation.

Les banques ont prétendu avoir suivi les principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits humains (UNGP) et la diligence raisonnable en matière de droits humains, en dépit de preuves accablantes de manquements aux normes internationales par le projet. Après le meurtre de Berta, les entreprises ont subi une forte pression et ont fini par prendre la décision d'arrêter de financer le projet.

Cette affaire montre bien que, pour prévenir de telles violations des droits humains, il faut des normes contraignantes permettant de demander des comptes aux entreprises lorsqu'elles violent les droits humains et lorsque leurs activités entraînent des dommages écologiques. Cet exemple met clairement en évidence le fait que les engagements volontaires sont inefficaces. C'est pourquoi nous demandons un traité contraignant de l'ONU sur les sociétés transnationales et les droits humains.

<sup>1</sup> <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/how-many-more/> (en anglais)



Río Gualcarque.  
© Goldman Environmental Prize

Le 2 mars 2016, des tueurs à gage armés se sont introduits au domicile de Berta Cáceres, deux jours avant son 45<sup>ème</sup> anniversaire. Ils lui ont tiré dessus à trois reprises avec un revolver. <sup>38</sup> puis ont pris la fuite à bord d'une voiture qui les attendait. Elle est décédée peu après dans les bras de son ami de longue date, Gustavo Castro, directeur de Otros Mundos/Amis de la Terre Mexique, également touché, mais qui a survécu en feignant d'être mort. Au moment de son assassinat, la leader autochtone lenca, connue dans le monde entier, défenseuse hondurienne des droits humains et de l'environnement, avait pris la tête de la lutte contre le projet d'Agua Zarca de construction d'un barrage hydroélectrique sur le fleuve Gualcarque, avec des financements internationaux, dans la partie occidentale du Honduras. Le fleuve Gualcarque est considéré comme sacré par le peuple lenca et la construction du barrage menaçait de le dessécher et de mettre en péril les moyens de subsistance des populations locales. Son travail courageux avec COPINH (Civic Council of Popular and Indigenous Organizations of Honduras) pour la défense du fleuve Gualcarque, de l'environnement voisin et des populations locales, lui avait valu l'obtention du Prix Goldman pour l'environnement en 2015. Avant son assassinat, Berta avait été condamnée à une peine de prison par le gouvernement du Honduras pour son opposition au projet d'Agua Zarca; elle avait reçu des menaces récurrentes, elle avait été placée sous surveillance et elle avait été persécutée pour son opposition au projet.

## INTIMIDATIONS ENVERS LES MILITANTS ÉCOLOGISTES

Selon Global Witness, chaque semaine, deux personnes sont tuées pour avoir dénoncé la destruction de l'environnement.<sup>2</sup> En 2017, on a recensé, dans le monde, 201 militant.e.s assassiné.e.s pour avoir dénoncé la destruction de l'environnement et l'accaparement des terres par les gouvernements et les entreprises, ou pour avoir montré du doigt les pratiques injustes et corrompues qui leur était associées.<sup>3</sup> Ces chiffres sont probablement bien en-dessous de la réalité. La plupart de ces militant.e.s ont été tué.e.s dans le cadre de conflits concernant des centrales hydroélectriques, des projets miniers et des projets agro-industriels. Pour beaucoup, ils étaient issus de peuples autochtones.

Selon Global Witness, l'Amérique Latine détient le record du nombre d'assassinats de défenseurs des territoires et de l'environnement en 2017, et « les probabilités d'être assassiné pour avoir protesté contre des accaparements de terres et contre la destruction du milieu naturel sont plus élevées au Honduras que partout ailleurs ».<sup>4</sup> Après le coup d'état militaire de 2019, un

<sup>2</sup> <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/how-many-more/> (en anglais)

<sup>3</sup> <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/at-what-cost/> (en anglais)

<sup>4</sup> [https://www.globalwitness.org/documents/18804/English\\_Honduras\\_full\\_report\\_single\\_v6.pdf](https://www.globalwitness.org/documents/18804/English_Honduras_full_report_single_v6.pdf) (en anglais)

gouvernement favorable aux grandes entreprises a été investi au Honduras. Il a autorisé de nombreux projets de développement d'énergie renouvelable, de mines et de plantations de biocarburants dans les communautés rurales, sans consulter la population locale. S'en est suivie une vague de menaces de mort, de meurtres et d'attaques systématiques envers les défenseurs des droits humains et de l'environnement. Depuis le coup d'état, 123 cas de meurtres de défenseurs des territoires et de l'environnement ont été répertoriés au Honduras, qui est devenu le pays le plus dangereux pour les militants écologistes.

## LE PROJET HYDROÉLECTRIQUE D'AGUA ZARCA

Le projet d'Agua Zarca, mené par l'entreprise hondurienne Desarrollos Energéticos S.A. (DESA), est un projet de barrage hydroélectrique sur le fleuve Gualcarque à Río Blanco, dans la partie occidentale du Honduras. Il était censé avoir une capacité de production de 22 mégawatts et consistait en un réservoir de 300 mètres de long et un canal de dérivation de 3 kilomètres, depuis le barrage jusqu'aux turbines.<sup>5</sup> Par rapport à d'autres, c'était un projet hydroélectrique relativement modeste, mais il représentait une énorme menace pour le peuple autochtone lenca, qui considère le fleuve comme sacré et l'utilise pour irriguer ses cultures, pour se baigner, pour se laver et pour pêcher. Le projet d'Agua Zarca était l'un des 49 mégaprojets prévus en territoire lenca.<sup>6</sup>

Suite au coup d'état militaire de 2009 qui a renversé le gouvernement de Juan Manuel Zelaya, le Honduras a connu une prolifération de projets destructeurs pour l'environnement, imposés sans la consultation obligatoire des communautés locales. Le projet d'Agua Zarca s'inscrit dans cette vague de projets.<sup>7</sup> La construction du barrage a provoqué d'emblée une forte résistance. Lorsqu'elles ont été informées du projet de construction de barrage en 2006 - parmi quatre autres barrages prévus sur le fleuve Gualcarque - les communautés locales ont voté contre et ont déposé des plaintes auprès du gouvernement et de la Commission interaméricaines des droits humains pour n'avoir pas été consultés, comme l'impose le droit international.<sup>8</sup> L'entreprise DESA a été

montée en 2008 dans le seul but de développer le projet d'Agua Zarca. Son président était Robert David Castillo Mejia et elle s'est installée à Tegucigalpa au Honduras.<sup>9</sup> Les travaux préliminaires à la construction ont commencé en 2011, puis DESA a signé un contrat en novembre 2011 avec l'entreprise chinoise Sinohydro, plus gros constructeur de barrages au monde.

Berta Cáceres et les populations locales ont monté un barrage routier pour couper l'accès au site à DESA. En mars 2013, DESA a bloqué l'accès au fleuve Gualcarque. Le 1er avril 2013, en représailles, la communauté COPINH du Río Blanco a élevé un barrage routier pour empêcher l'entreprise d'atteindre le fleuve et bloquer les travaux de construction. Les mois suivants, on a assisté à une véritable escalade de la violence et à une militarisation croissante du site. Les manifestations et les conflits continus entre le promoteur et les communautés locales ont fini par pousser Sinohydro à résilier son contrat en 2013. Toutefois, l'entreprise hondurienne DESA, promotrice du projet, ne s'est pas retirée: elle a cherché de nouveaux bailleurs et entreprises participantes. Parmi elles, la banque de développement hollandaise (FMO), le fond finlandais pour la coopération industrielle (Finnfund), la Banque centraméricaine d'intégration économique (CABEL) et Voith Hydro (Siemens/Voith), entreprise censée se charger des turbines, des générateurs et des systèmes d'automatisation du projet.

La population lenca a poursuivi ses protestations, arguant qu'elle n'avait pas été dûment consultée sur le projet d'Agua Zarca. La répression et les menaces se sont alors multipliées, débouchant sur des accusations à l'encontre de Berta, forgées de toutes pièces, et le meurtre du leader de la communauté de Río Blanco et membre de COPINH Tomás Garcia, en juillet 2013, assassiné par un soldat posté à l'intérieur du centre de logistique du siège de DESA, pendant une manifestation pacifique.

En 2015, le site du projet a été déplacé sur l'autre rive du fleuve Gualcarque, qui n'était pas constituée de terres autochtones cultivées mais qui se voyait malgré tout menacée de dessiccation. La construction a commencé en octobre 2015. Le 16 mars 2016, à peine deux semaines après le meurtre de Berta Cáceres, Nelson Garcia, autre membre de COPINH, a été assassiné (alors même que, suite au meurtre de Berta, tous les projecteurs internationaux étaient braqués sur le Honduras). Suite à ce drame, FMO et Finfund (et, par conséquent, CABEL, troisième bailleur) ont annoncé la suspension temporaire de tous les versements destinés au projet d'Agua Zarca. Finfund et FMO ont finalisé leur retrait du projet d'Agua Zarca en juillet 2017, mettant le projet en suspens.<sup>10</sup>



Assemblée locale pendant laquelle les membres de la communauté ont officiellement voté contre le barrage.

© Goldman Environmental Prize

5 [https://www.banktrack.org/project/agua\\_zarca\\_dam](https://www.banktrack.org/project/agua_zarca_dam) (en anglais)  
 6 <https://www.theguardian.com/global-development/2018/sep/16/berta-caceres-murder-trial-set-to-begin-honduras> (en anglais)  
 7 <https://www.theguardian.com/world/2017/jun/04/honduras-dam-activist-berta-caceres> (en anglais)  
 8 [https://www.iucn.nl/files/publicaties/exemplary\\_cases\\_of\\_good\\_chinese\\_investor\\_responsibility/exemplary\\_cases\\_of\\_good\\_chinese\\_investor\\_responsibility\\_case\\_3\\_agua\\_zarca.pdf](https://www.iucn.nl/files/publicaties/exemplary_cases_of_good_chinese_investor_responsibility/exemplary_cases_of_good_chinese_investor_responsibility_case_3_agua_zarca.pdf) (en anglais)  
 9 <https://www.fmo.nl/agua-zarca> (en anglais) et <https://www.bloomberg.com/research/stocks/private/snapshot.asp?privcapid=298110979> (en anglais)  
 10 [https://www.banktrack.org/project/agua\\_zarca\\_dam](https://www.banktrack.org/project/agua_zarca_dam) (en anglais)

# LE PROCÈS CONTRE LES MEURTRIERS

# 02



Assemblée locale pendant laquelle les membres de la communauté ont officiellement voté contre le barrage.  
© Goldman Environmental Prize

Deux mois après le meurtre de Berta Cáceres, quatre premiers suspects ont été arrêtés, dont deux avaient des liens avec DESA.<sup>11</sup> Mais le procès, par lequel huit hommes ont été accusés du meurtre de Berta Cáceres et de la tentative de meurtre de Gustavo Castro, a seulement commencé en 2018 et a été entaché d'allégations de négligence et de dissimulation. Il devait débiter le 17 septembre 2018 et a dû être reporté car les juges ont été accusés d'abus de pouvoir et de dissimulation.

Les avocats représentant les proches de Berta ont demandé à ce que les trois juges soient récusés et remplacés, car, pendant les audiences, de nombreuses décisions et oublis de leur part constituaient des infractions aux procédures officielles et un délit de partialité contre les victimes (comme leur mépris des règles de droit lorsqu'ils ont refusé de partager les preuves avec les avocats de la famille en dépit d'une ordonnance du tribunal les y obligeant).<sup>12</sup> Par ailleurs, cinq injonctions ont été présentées, dont une par les avocats de la famille de Berta, pour remettre en cause la décision arbitraire des juges de rejeter tous les témoins, experts et preuves documentaires indiquant que le meurtre participait d'un complot criminel plus large.<sup>13</sup>

<sup>11</sup> <https://www.frontlinedefenders.org/en/case/case-history-bera-c%C3%A1ceres> (en anglais)

<sup>12</sup> <https://www.theguardian.com/world/2018/sep/17/bera-caceres-trial-postponed-judges-accused> (en anglais)

<sup>13</sup> <https://www.theguardian.com/world/2018/sep/17/bera-caceres-trial-postponed-judges-accused> (en anglais)

Et pourtant, le verdict prononcé le jeudi 29 novembre 2018 était sans équivoque: le tribunal a établi que les meurtriers étaient des tueurs à gage qui avaient été payés pour assassiner Berta Cáceres; qu'un haut responsable de DESA s'était arrangé auprès du tueur accusé du meurtre de Berta; et enfin que le meurtre avait été planifié et exécuté « en pleine connaissance et avec le consentement » des responsables de DESA en représailles des retards et pertes financières liés aux actions de protestation qu'elle avait menées pour défendre les territoires autochtones, notamment près du fleuve Gualcarque.<sup>14</sup> Sept hommes ont été condamnés: parmi eux, un employé actuel et un ancien employé de DESA, et quatre personnes en lien avec l'armée.

Le verdict confirme qu'un des hommes condamnés, ancien responsable de la sécurité de DESA, avait agi conformément aux ordres d'un responsable de DESA, qui a été identifié comme étant le président de l'entreprise, David Castillo, ancien agent du renseignement militaire, formé aux Etats-Unis. Castillo sera jugé séparément en 2019. Il est accusé d'avoir orchestré le meurtre.

La famille et les collègues de Berta Cáceres ont salué le verdict mais ont réitéré leurs demandes pour que justice soit rendue contre tous ceux qui ont orchestré et financé l'assassinat. Olivia Zuniga, la fille aînée de Berta, a déclaré:

**« Il n'y a pas de satisfaction, ni de joie, aujourd'hui; simplement, nous sommes contents de voir que les assassins qui ont tué ma mère, alors qu'elle était sans défense et qu'elle ne faisait que défendre les ressources naturelles, écoperent de prison. Nous ne souhaitons pas la revanche, car nous ne sommes pas des assassins, comme eux, mais nous voulons que les responsables qui ont orchestré le meurtre soient poursuivis en justice ».**<sup>15</sup>



Berta Cáceres au studio de Radio Guarajambala, station de radio locale au bureau de COPINH.

© Goldman Environmental Prize

## QUESTIONS EN SUSPENS: QUI EST LE COMMANDITAIRE DU MEURTRE?

Malgré le verdict, les nombreuses irrégularités pendant les procédures indiquent cependant que les droits à la justice, à la vérité et à réparation n'ont pas été garantis. Selon Amnesty International, « les irrégularités dans l'enquête et dans les procédures judiciaires liées au meurtre de la célèbre militante des droits humains Berta Cáceres, ainsi que le fait que les commanditaires de ce meurtre n'aient pas encore été identifiés, mènent à la conclusion que, ni le droit à la justice, ni le droit à la vérité, ni le droit à réparation n'ont été garantis dans cette affaire emblématique ».<sup>16</sup>

Le Grupo Asesor Internacional de Personas Expertas (GAPE), groupe international d'avocats, a suggéré dans son rapport 2017 (voir ci-dessous)<sup>17</sup> qu'il existait un système d'infiltration, de surveillance, de complot criminel, d'association illégale et de corruption visant Cáceres et COPINH, des mois avant le meurtre.<sup>18</sup> Il a également conclu que les événements qui ont mené à la mort de Cáceres impliquaient un réseau de fonctionnaires d'Etat honduriens et de hauts responsables de DESA.

Selon un ancien soldat de l'une des unités des forces spéciales de l'armée hondurienne formées aux Etats-Unis, le nom et la photo de Berta Cáceres avait figuré dans une liste de dizaines de militants sociaux et écologistes des mois avant sa mort.<sup>19</sup> La liste a été distribuée à deux unités d'élite avec l'ordre d'éliminer chacune des cibles. Cette liste a été fournie à l'unité de police militaire de la Force de sécurité interinstitutionnelle (Fusina), qui, à l'été 2015, a suivi une formation par 300 marines américains et agents du FBI.

Le lieutenant de 24 ans qui a déserté plutôt que de suivre les ordres et s'est enfui dans un pays voisin a déclaré au Guardian en 2016: **« Si j'étais rentré chez moi, ils m'auraient tué. Dix de mes anciens collègues ont disparu. Je suis 100% sûr que Berta Cáceres a été tuée par l'armée ».** Selon Annie Bird, directrice de Rights and Ecology, un groupe qui recense les violations des droits humains au Honduras: « Le témoignage de Cruz semble indiquer que des escadrons de la mort visent les opposants politiques, mais le système judiciaire est tellement défectueux et directement contrôlé des figures impliquées dans la corruption que personne ne peut enquêter de manière crédible au Honduras ».<sup>20</sup>

14 Blogs d'Oxfam: la justice a-t-elle vraiment été rendue ? <https://blogs.oxfam.org/en/blogs/18-12-17-has-justice-been-served-bertha-caceres> (en anglais) et <https://www.theguardian.com/world/2018/nov/29/bertha-caceres-seven-men-convicted-conspiracy-murder-honduras> (en anglais)

15 <https://www.theguardian.com/world/2018/nov/29/bertha-caceres-seven-men-convicted-conspiracy-murder-honduras> (en anglais)

16 <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/11/honduras-half-truths-for-bertha-caceres-and-her-family/>

17 <https://gaipe.net/wp-content/uploads/2017/10/Exec-Summ-Dam-Violencia-EN-FINAL.pdf> (en anglais)

18 <https://www.theguardian.com/world/2016/nov/15/bertha-caceres-murder-honduras-international-investigation> (en anglais)

19 Berta Cáceres's name was on Honduran military hitlist, says former soldier <https://www.theguardian.com/world/2016/jun/21/bertha-caceres-name-honduran-military-hitlist-former-soldier> (en anglais)

20 <https://www.theguardian.com/world/2016/jun/21/bertha-caceres-name-honduran-military-hitlist-former-soldier> (en anglais)

# LE MANQUEMENT À L'OBLIGATION DE DILIGENCE RAISONNABLE

# 03



Berta Cáceres avec sa mère, Doña Berta, femme au foyer et militante socialiste.  
© Goldman Environmental Prize

Quelques mois après le meurtre, les proches de Berta Cáceres et COPINH ont fait une demande publique d'enquête indépendante sur l'assassinat, car ils craignaient que les autorités honduriennes n'identifient pas les commanditaires du crime.<sup>21</sup> Elle a été ignorée. Avec le Wide Movement for Dignity and Justice (MADJ),<sup>22</sup> le Center for Justice and International Law (CEJIL)<sup>23</sup> et d'autres organisations, la famille de Berta et COPINH ont alors insisté pour qu'une enquête soit menée par un groupe d'experts indépendants. C'est ainsi que le Grupo Asesor Internacional de Personas Expertas (GAIPE) a été formé en novembre 2016 et a été chargé d'enquêter de manière indépendante sur le meurtre.

Le GAIPE a publié un rapport accablant en novembre 2017. Ses résultats indiquaient que « le meurtre de Berta Isabel Cáceres n'est pas un incident isolé »<sup>24</sup> et que « les partenaires, responsables, dirigeants et employés de [DESA], les entreprises de sécurité privée travaillant pour le compte de DESA, les fonctionnaires et les agents de sécurité de l'Etat ont mis en œuvre différentes stratégies pour enfreindre le droit à un consentement préalable, libre et éclairé du peuple lenca [...] afin de contrôler, neutraliser et éliminer toute opposition ».

Étant donné que DESA était financé par un certain nombre de bailleurs internationaux - la Banque centraméricaine d'intégration économique (CABEI), la banque de développement hollandaise

(FMO) et le fond finlandais pour la coopération industrielle (Finnfund) - ces conclusions suscitent des interrogations quant à leur obligation de diligence raisonnable.

## PAS DE CONSENTEMENT PRÉALABLE, LIBRE ET ÉCLAIRÉ

Selon un accord entre le Président du Honduras et COPINH, lui-même fondé sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones,<sup>25</sup> les projets qui affectent les territoires et les ressources autochtones nécessitent une consultation préalable, libre et éclairée des peuples autochtones sur le projet ou ses modifications.<sup>26</sup> Cependant, le peuple lenca n'a pas été adéquatement consulté concernant le projet d'Agua Zarca et ses modifications.

21 <http://bertacaceres.org/international-group-experts-report-assassination-berta-caceres/> (en anglais)  
22 <https://www.frontlinedefenders.org/en/profile/madj> (en anglais)  
23 <https://cejil.org/en> (en anglais)  
24 <https://gaipe.net/wp-content/uploads/2017/10/Exec-Summ-Dam-Violencia-EN-FINAL.pdf> (en anglais)  
25 Article 32 : Les États consultent les peuples autochtones concernés et coopèrent avec eux de bonne foi par l'intermédiaire de leurs propres institutions représentatives, en A/RES/61/295 10 vue d'obtenir leur consentement, donné librement et en connaissance de cause, avant l'approbation de tout projet ayant des incidences sur leurs terres ou territoires et autres ressources, notamment en ce qui concerne la mise en valeur, l'utilisation ou l'exploitation des ressources minérales, hydriques ou autres. <https://undocs.org/fr/A/RES/61/295>  
26 July 2011 agreement signed between COPINH and Porfirio Lobo Soso, President of the Republic of Honduras, which establishes a commitment "not to authorize the construction of dams in Lenca communities without undertaking prior, free, and informed consultations" (GAIPE final report p. 4) (en anglais)



COPINH a contacté FMO à plusieurs reprises, en insistant pour qu'ils ne financent plus le projet d'Agua Zarca, puisque le promoteur du projet n'avait pas obtenu le consentement préalable, libre et éclairé nécessaire du peuple lenca et les titres fonciers n'avaient pas été obtenus selon les règles. COPINH a expliqué dans ses lettres que le projet avait engendré une répression continue et des menaces à leur rencontre.

Les lettres attiraient spécialement l'attention sur le nombre croissant de violations des droits humains et sur la militarisation engendrée par le projet d'Agua Zarca. Mais, sur les trois lettres envoyées entre octobre 2013 et avril 2014, FMO n'a répondu qu'à une seule et n'a pas répondu aux inquiétudes exprimées. Lors d'une visite de vérification au Honduras en octobre 2013, le FMO n'a pas rencontré les communautés opposées au projet à Río Blanco. En revanche, il s'est entretenu avec plusieurs personnes invitées par DESA à des réunions organisées par l'entreprise, ce qui ne constitue pas une véritable consultation des populations affectées.

Selon le GAIFE, « le niveau de violence qui a accompagné le projet a été intense, prolongé et systématique » avec des communautés qui ont subi des « attaques, agressions, persécutions judiciaires [et] surveillance ». Ils ont conclu que CABEI, FMO et Finnfund avaient connaissance des tactiques répressives de DESA « via des plaintes répétées et des rapports de consultants internationaux ». <sup>27</sup> Pourtant, ils n'ont pas mis en place de « mesures appropriées, efficaces et opportunes pour garantir le respect des droits humains des communautés autochtones affectées par le barrage d'Agua Zarca ». <sup>28</sup>

Ces institutions financières ne sont pas parvenues à protéger la vie de Berta Cáceres et ont continué à financer le projet, malgré les inquiétudes sur le degré de violence, l'absence de consultation préalable et d'autres aspects problématiques communiqués à la fois au grand public et directement aux bailleurs internationaux, ce qui constitue une négligence délibérée de leur part :

**« Ayant été informés des actions exécutées au nom de DESA, dans lesquelles les agents de l'entreprise étaient responsables d'atteintes aux droits humains, les bailleurs internationaux ont préféré détourner le regard et continuer à financer ceux qui menaient ces activités criminelles ».**

## DILIGENCE RAISONNABLE EN MATIÈRE DE DROITS HUMAINS DANS LES PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ONU - LE VIDE JURIDIQUE

Les principes directeurs de l'ONU ont établi une Diligence raisonnable en matière de droits de l'homme (HRDD), un processus continu de gestion des risques qui, correctement appliqué, est censé prévenir les violations des droits humains lors des opérations de sociétés transnationales. <sup>29</sup> Toutefois, ils ont pu détourner le regard face à la violence systématique utilisée par DESA, qui a culminé avec le meurtre de Berta Cáceres.

FMO et Finnfund ont prétendu avoir suivi et fait respecter les principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits humains (UNGP), ensemble d'orientations conçues pour les États et les entreprises afin de prévenir les violations, et de s'assurer que les mécanismes d'applications sont en place. <sup>30</sup> Cependant, les principes directeurs des Nations unies et la diligence raisonnable

associée ne sont pas directement contraignants pour les entreprises. Ils nécessitent une mise en œuvre au niveau national.

L'application se fait en partie via l'élaboration de Plans d'actions nationaux (PAN) sur les entreprises et les droits humains - et le Honduras n'en dispose pas. Le gouvernement hondurien a officiellement annoncé que le Honduras allait développer un PAN en novembre 2018 pour mettre en œuvre les principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits humains, mais, à ce jour, ce PAN n'a pas encore été publié.

En effet, depuis l'adoption par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU des principes directeurs des Nations unies en 2011, la pleine application de la diligence raisonnable et de la responsabilité des entreprises en matière de respect des droits humains reste marginale. Les dirigeants de l'Union européenne se reposent généralement sur des mesures volontaires et basées sur l'incitation plutôt que sur l'obligation pour promouvoir le respect des droits humains par les entreprises. Et, comme le prouve l'assassinat de Berta Cáceres, cela s'avère insuffisant. <sup>31</sup>

## IL FAUT UN TRAITÉ SUR LES SOCIÉTÉS TRANSTIONALES ET LES DROITS HUMAINS POUR EMPÊCHER DE NOUVELLES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

L'absence de régulation contraignante qui définisse les devoirs des entreprises et des institutions financières et garantisse l'accès à la justice pour les victimes de violations de droits humains par les entreprises donne lieu à de graves vides juridiques qui permettent aux entreprises d'opérer dans des pays où la législation en matière de droits humains ou de normes environnementales est inexistante ou n'est pas bien appliquée, comme au Honduras, et d'en tirer profit. <sup>32</sup>

Tant qu'il n'y aura pas de règles contraignantes au niveau international, les entreprises pourront continuer à enfreindre allègrement les droits humains en toute impunité. Claudia Saller, d'ECCJ, a déclaré, sur l'affaire Berta Cáceres : « Il est important de souligner que l'erreur réside dans la nature volontaire de la « diligence raisonnable » dans ce cas-ci, et dans l'absence de règle contraignante qui définisse la diligence raisonnable et qui la relie à une responsabilité ».

Il faut une législation contraignante au niveau national et international pour garantir que les entreprises soient obligées de rendre des comptes pour toute violation, telle que le Traité contraignant de l'ONU sur les sociétés transnationales et les droits humains. Ce traité, négocié à l'ONU depuis 2014, pourrait mettre un terme aux violations de droits humains à grande échelle perpétrés par les entreprises partout dans le monde. Si ce traité est adopté, pour la première fois, la législation internationale en matière de droits humains s'appliquerait aux activités des sociétés transnationales et empêcherait les atteintes aux droits humains dans leurs activités.

<sup>27</sup> <https://gaife.net/wp-content/uploads/2017/10/Exec-Summ-Dam-Violencia-EN-FINAL.pdf> (en anglais)

<sup>28</sup> <https://gaife.net/wp-content/uploads/2017/10/Exec-Summ-Dam-Violencia-EN-FINAL.pdf> (en anglais)

<sup>29</sup> <https://www.fmo.nl/news-detail/62ea0bff-d3cd-42f5-888e-e906c191a990/walking-the-talk-on-human-rights> et [https://www.finnfund.fi/wp-content/uploads/2019/01/Finnfund-Human-Rights-Statement\\_Final-ENG\\_230119.pdf](https://www.finnfund.fi/wp-content/uploads/2019/01/Finnfund-Human-Rights-Statement_Final-ENG_230119.pdf) (en anglais)

<sup>30</sup> [http://corporatejustice.org/documents/publications/eccj/2018eccj-position-paper-mhrdd-final\\_june2018.pdf](http://corporatejustice.org/documents/publications/eccj/2018eccj-position-paper-mhrdd-final_june2018.pdf) (en anglais) et <https://www.business-humanrights.org/fr/node/86208/principes-directeurs-des-nations-unies>

<sup>31</sup> [http://corporatejustice.org/documents/publications/eccj/2018eccj-position-paper-mhrdd-final\\_june2018.pdf](http://corporatejustice.org/documents/publications/eccj/2018eccj-position-paper-mhrdd-final_june2018.pdf) (en anglais)

<sup>32</sup> [http://corporatejustice.org/documents/publications/eccj/2018eccj-position-paper-mhrdd-final\\_june2018.pdf](http://corporatejustice.org/documents/publications/eccj/2018eccj-position-paper-mhrdd-final_june2018.pdf) (en anglais)



Membres de la communauté  
de Rio Blanco.  
© Goldman Environmental Prize

En janvier 2019, un mois avant le troisième anniversaire de la mort de Berta Cáceres, une alliance de plus de 200 organisations européennes, syndicats et mouvements sociaux qui faisaient campagne pour des règles obligeant les entreprises à rendre des comptes a lancé une pétition intitulée: « Des droits pour les peuples, des règles pour les entreprises ». L'alliance demandait de mettre fin aux privilèges des entreprises dans les accords de commerce et d'investissement existants et exhortait l'UE et les Etats membres à soutenir l'établissement d'un Traité contraignant à l'ONU et d'une législation nationale contraignante pour obliger les sociétés transnationales à devoir rendre des comptes pour leurs violations des droits humains et mettre fin à l'impunité des entreprises - celle-là même qui a mené au meurtre de Berta Cáceres.

L'UE et ses Etats membres doivent entériner dans leur législation le devoir des entreprises de respecter les droits humains et l'environnement à travers leurs activités partout dans le monde; et les populations affectées par les violations de droits humains par des entreprises doivent pouvoir obtenir justice. Obliger les entreprises européennes à rendre des comptes en matière de droits humains

pour leurs activités partout dans le monde pourrait enfin mettre un terme aux meurtres de militants écologistes. Et disposer d'un système qui permette aux victimes de violations de droits humains d'obtenir justice garantirait que des personnes comme les proches de Berta Cáceres puissent avoir recours à la justice et accès à la vérité.

## L'IMPUNITÉ ET LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME CONTINUENT

Tant que l'impunité des entreprises ne sera pas maîtrisée, les violations des droits humains continueront, les défenseurs des droits humains et de l'environnement seront toujours assassinés pour avoir protégé la nature et les droits humains au Honduras et partout ailleurs. Pas plus tard qu'en décembre 2018, le leader hondurien d'une communauté locale, Reynaldo Reyes Moreno, a été assassiné alors qu'il luttait contre un projet de production d'énergie solaire fondé sur des financements internationaux dans le sud du pays. Dans le cadre du projet d'Agua Zarca, cinq personnes ont été assassinées depuis la mort de Berta Cáceres.

Ceux qui tentent de réclamer justice continuent à être réduits au silence: le 18 février 2019, la députée hondurienne María Luisa Borjas a été condamnée à deux ans de prison pour diffamation après avoir indiqué lors d'une conférence de presse qu'un important homme d'affaire hondurien avait orchestré le meurtre de Berta Cáceres.<sup>33</sup>

Mettre un terme à ces violations des droits humains signifie mettre un terme à l'impunité pour ceux qui sont derrière ces crimes, a déclaré Laura Zúñiga, fille cadette de Berta Cáceres.<sup>34</sup> « Notre bataille pour la dignité, la vérité et la justice ne se termine pas ici. Nous continuerons à nous battre - comme l'a fait Berta Cáceres ».



Berta Cáceres sur les rives du fleuve Gualcarque.  
 © Goldman Environmental Prize

Berta Cáceres avec COPINH et des membres de la communauté de Rio Blanco, rendant hommage aux collègues assassinés durant les deux années de lutte.  
 © Goldman Environmental Prize



33 <http://www.latribuna.hn/2019/02/18/condenan-a-dos-anos-y-ocho-meses-a-maria-luisa-borjas> (en anglais)

34 <https://www.theguardian.com/world/2018/dec/01/bertha-caceres-honduras-questions-killing> (en anglais)

# TUÉE PAR L'IMPUNITÉ:

BERTA CÁCERES ET LE PROJET  
D'AGUA ZARCA

amis de la terre international

MARS | 2019

## LES AMIS DE LA TERRE DANS LE MONDE



### Afrique

Cameroun  
Ghana  
Liberia  
Mali  
Maurice  
Mozambique  
Nigeria  
Sierra Leone  
Afrique du Sud  
Swaziland  
Tanzanie  
Togo  
Tunisie  
Ouganda

### Asie-Pacifique

Australie  
Bangladesh  
Corée du Sud  
Indonésie  
Japon  
Malaisie  
Népal  
Palestine  
Papouasie-Nouvelle  
Guinée  
Philippines  
Russie  
Sri Lanka  
Timor oriental

### Europe

Autriche  
Belgique (*Flandre*)  
Belgique (*Wallonie  
et Bruxelles*)  
Bosnie et  
Herzégovine  
Bulgarie  
Croatie  
Chypre  
République tchèque  
Danemark  
Angleterre, Galles  
et Irlande du Nord  
Estonie  
Finlande  
France  
Géorgie  
Allemagne

Hongrie  
Irlande  
Lettonie  
Lituanie  
Luxembourg  
Macédoine  
(*ex République  
yougoslave de*)  
Malte  
Pays-Bas  
Norvège  
Pologne  
Écosse  
Russie  
Slovaquie  
Slovénie  
Espagne  
Suède  
Suisse  
Les Jeunes Amis  
de la Terre Europe

### Amérique latine et Caraïbes

Argentine  
Brésil  
Chili  
Colombie  
Costa Rica  
Curaçao (*Antilles*)  
El Salvador  
Grenade (*Antilles*)  
Guatemala  
Haïti  
Honduras  
Mexique  
Paraguay  
Uruguay

### Amérique du Nord

Canada  
États-Unis

[www.foei.org/fr](http://www.foei.org/fr)

*mobiliser résister transformer*

les amis de la terre international  
Secrétariat  
P.O.Box 19199, 1000 GD Amsterdam  
les Pays-Bas

tel: +31 (0)20 6221369  
info@foei.org  
**Suivez-nous sur :** twitter.com/FoEint/  
www.facebook.com/foeint

